

Encadré 6:

CONSOMMATION DES MÉNAGES FRONTALIERS AU LUXEMBOURG ³⁹

Le Luxembourg est une économie caractérisée par une forte dimension internationale justifiée non seulement par le nombre élevé de travailleurs résidents étrangers mais aussi par le nombre important de travailleurs frontaliers. En 2011, les travailleurs frontaliers représentent environ 44% de l'emploi total au Luxembourg (Statec, 2012). Cet encadré présente une analyse descriptive de leur consommation à partir de l'enquête sur le comportement financier et de consommation des ménages des travailleurs frontaliers. Celle-ci a été conduite en 2010/2011 par la BCL en coopération avec le CEPS/INSTEAD (voir Mathä, Porgiglia et Ziegelmeier, 2012). Ces résultats sont comparés à ceux de l'enquête menée en 2007 par le CEPS/INSTEAD en coopération avec le STATEC (Genevois et Zanardelli, 2008). Cette enquête montre qu'en 2007, les ménages frontaliers ont dépensé en moyenne environ €9 100 au Grand-Duché. Nos estimations pour l'année 2010 confirment ce montant (€9 300 en moyenne) et indiquent que la consommation des ménages frontaliers au Luxembourg représente environ 17% de leur revenu brut perçu au Luxembourg.

Le Tableau 1 présente les dépenses moyennes annuelles par ménage frontalier en 2010 et les compare aux chiffres issus de l'enquête CEPS/Instead et STATEC conduite en 2007. Il est nécessaire de souligner que les deux enquêtes sont sujettes à des différences méthodologiques. En particulier, l'enquête 2010 se réfère à la consommation de chaque ménage dans son ensemble tandis que les enquêtes du CEPS/INSTEAD et STATEC se limitent aux dépenses de consommation encourues par le frontalier individuel ou par d'autres membres de son ménage en sa présence. Pour cette raison, mais également pour des facteurs liés aux erreurs de mesure, les éventuelles différences ne peuvent que partiellement être attribuées à des variations de quantités et de prix.

Tableau 1:

Dépenses de consommation au Luxembourg des travailleurs frontaliers en 2007 et 2010

Catégorie de produit	2010				2007			
	Belgique	France	Allemagne	Total	Belgique	France	Allemagne	Total
Biens durables								
Durables (p.ex. meubles, TV, ordinateur...)	580	590	122	468	551	442	216	417
Véhicules	865	1 590	1 000	1 256	758	2 262	768	1 544
Biens non-durables								
Carburant	2 468	2 392	2 583	2 460	2 038	2 009	2 162	2 051
Tabac	455	688	429	563	336	580	397	477
Alcool	335	239	109	230	218	187	91	173
Alimentation et boissons consommées au foyer	1 971	1 411	1 025	1 455	1 720	1 444	1 161	1 447
Alimentation et boissons consommées en dehors du foyer	1 076	1 115	911	1 053	1 271	1 545	1 052	1 363
Transport publics	55	65	80	66	44	47	35	44
Culture et loisirs	64	55	45	55	228	279	166	240
Education	5	27	121	46	18	29	11	22
Voyages (billet d'avion, train)	607	450	343	463	390	432	201	368
Entretien de véhicules	107	152	121	132	73	123	90	103
Santé	191	162	161	169	144	65	100	93
Vêtements et chaussures	1 030	794	447	765	672	643	385	591
Résidence secondaire	-	-	-	-	17	21	23	20
Autres dépenses	191	151	54	136	179	79	130	116
Total	9 999	9 882	7 551	9 317	8 657	10 187	6 988	9 069

Source: L'enquête 2010 de la BCL et CEPS/INSTEAD - Calculs basés sur données pondérées et à imputation multiple. Enquête 2007 du STATEC et CEPS/INSTEAD.

39 Cet encadré se base sur la section 5 du Cahier d'Études BCL WP78.

Selon les chiffres de l'enquête 2010, les ménages frontaliers travaillant au Luxembourg ont dépensé en moyenne €9 300 au Luxembourg en 2010. En valeur, les dépenses les plus importantes sont attribuées aux ménages frontaliers belges (€10 000), suivis par les ménages frontaliers français (€9 900) et allemands (€7 600). Comparées aux chiffres de 2007, les dépenses de consommation ont augmenté de 3% en termes nominaux. Cette augmentation nominale est inférieure aux 7,6% de hausse cumulée d'inflation au Luxembourg entre juin 2007 et novembre 2010 (ces deux mois marquent le début des périodes d'analyses des deux enquêtes). En termes nominaux, les dépenses de consommation ont varié de +15%, +8% et -3%, respectivement pour les ménages belges, allemands et français. Ces évolutions de 2007 à 2010 doivent cependant être considérées avec la plus grande prudence, en raison notamment des différences méthodologiques précitées entre les enquêtes 2007 et 2010.

Les dépenses en carburant des ménages frontaliers travaillant au Luxembourg représentent le poste le plus important : €2 500 en moyenne. Les écarts selon le pays de résidence restent faibles. Depuis 2007, une hausse de 20% des dépenses en termes nominaux est observée pour les trois pays. Cette hausse correspond exactement à la hausse de la composante carburant dans l'indice des prix à la consommation, entre juin 2007 et novembre 2010.

Les dépenses en tabac et alcool ont augmenté respectivement de 18% et de 33% en termes nominaux, alors que l'indice des prix à la consommation a augmenté de +21% et +10% pour ces catégories respectives de biens. Les augmentations les plus importantes sont observées pour les ménages frontaliers belges : leurs dépenses en tabac et alcool ont augmenté de 35% et de 53% respectivement. Les dépenses nominales en nourriture à consommer au foyer restent inchangées depuis 2007 (avec une inflation s'élevant à +12% pour cette catégorie de dépenses). Par contre, les dépenses en nourriture à consommer en dehors du foyer ont substantiellement diminué (-23%) alors que l'inflation pour cette catégorie de dépense s'élève à +14%. Ces chiffres montrent un changement significatif dans les comportements de dépenses des ménages frontaliers, qui semblent privilégier la consommation au foyer. Les dépenses en transport public ont augmenté d'environ 50%, hausse principalement attribuée aux ménages frontaliers allemands, dont les dépenses moyennes augmentent de plus de 100%. Cette hausse pourrait être le reflet de meilleures structures de transport public entre l'Allemagne et le Luxembourg. Cependant, le montant total des dépenses moyennes annuelles s'élève seulement à € 66, ce qui est cohérent avec le fait que la majorité des frontaliers utilisent exclusivement leur voiture pour rejoindre leur lieu de travail (Tableau 2).

Tableau 2 :

Caractéristiques des trajets des ménages frontaliers en 2010

		Belgique	France	Allemagne	Total
Moyen de transport	exclusivement par voiture	82,3%	75,6%	86,5%	80,0%
	exclusivement par transports publics	2,7%	5,2%	3,7%	4,2%
	les deux ci-dessus	15,0%	19,3%	9,8%	15,9%
Distance maison - travail en km	Moyenne	47,7	45,8	47,4	46,7
	Médiane	40,0	40,0	47,0	43,0

Source: Calculs des auteurs basés sur l'enquête 2010 de la BCL et CEPS/Instead; Données sous-jacentes pondérées et à imputation multiple.

Pour les autres catégories, les dépenses pour véhicules sont les seules à baisser, notamment du fait d'une réduction du montant de ces mêmes dépenses parmi les ménages frontaliers français.

Le Graphique 1 présente la répartition de la consommation entre biens durables et biens non-durables. Les biens durables se séparent en deux sous-catégories: véhicules et autres biens durables (par exemple, meubles, électroménager, informatique, etc.). Les biens non-durables se définissent comme la somme de toutes les autres catégories de biens et services. Les véhicules représentent la majeure partie des biens durables avec une part s'élevant à 73%. Les dépenses totales de consommation au Luxembourg représentent 19% en biens durables et 81% en biens non-durables. Les ménages

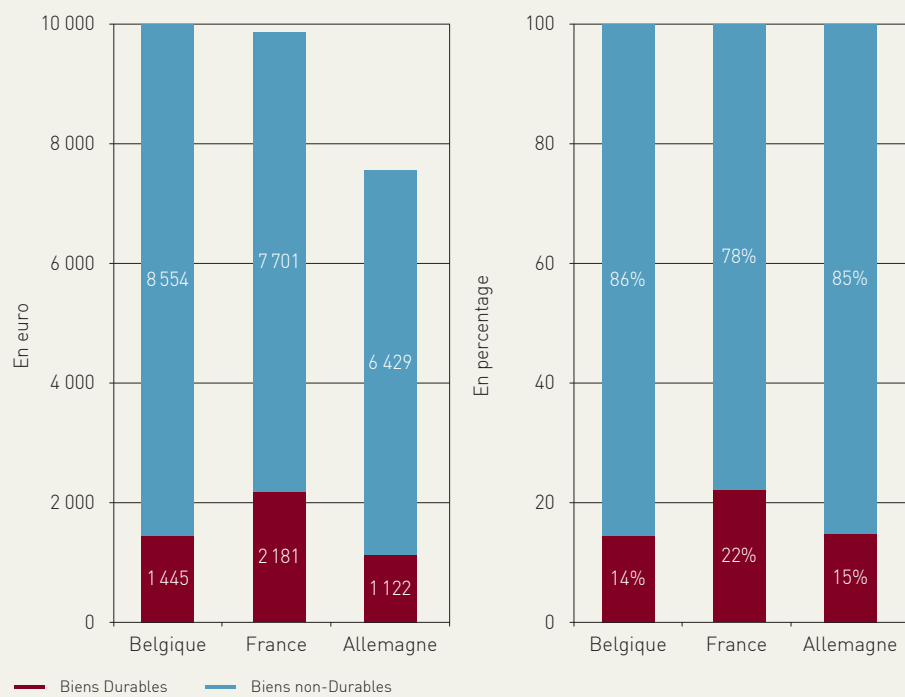
frontaliers français possèdent la part de biens durables la plus importante en termes absolus et relatifs, ce qui est principalement expliqué par des dépenses plus élevées en véhicules. Cependant, leur dépense dans cette catégorie a été fortement réduite entre 2007 et 2010 (Tableau 1).

Avec près de 32%, les dépenses en carburant représentent la plus grande part des dépenses en biens non-durables (Graphique 2). En termes absolus et relatifs, les ménages frontaliers allemands possèdent la part la plus importante des dépenses en carburant. Ce fait peut être expliqué par des plus grandes distances entre le lieu d'habitation et le lieu de travail et/ou par une préférence de la part des ménages frontaliers pour rejoindre leur lieu de travail en voiture (Tableau 2). La deuxième catégorie la plus importante est constituée par les dépenses en nourriture à consommer au foyer (19%), suivie par les dépenses de nourriture à consommer hors du foyer (14%). Les ménages résidents en Allemagne déclarent les plus faibles dépenses en nourriture à consommer au foyer, ce qui peut signifier que ces biens sont relativement moins chers en Allemagne qu'en France et en Belgique. Le reste des dépenses en biens durables s'articulent en dépenses en habillement (10%), tabac (7%), voyages (6%) et autres catégories (11%).

Les dépenses de consommation des ménages frontaliers varient à travers la distribution de revenus. Le Tableau 3 montre la part du revenu brut consommée au Luxembourg pour différentes catégories de revenu. Le plus grand nombre des ménages frontaliers se situe dans la 3^{ème} catégorie qui correspond à un revenu perçu au Luxembourg entre €25 000 et €50 000⁴⁰. Dans cette catégorie, la dépense moyenne au Luxembourg s'élève environ à €8 000. En passant à des catégories de revenu supérieures, la consommation au Luxembourg augmente en valeur absolue, mais sa part dans le revenu brut perçu au Luxembourg diminue. En moyenne, environ 17% du revenu brut perçu au Luxembourg est ainsi consommé au Luxembourg, ce qui représente environ €925 millions par an.

Graphique 1

Biens durables et biens non-durables par pays de résidence



Source : Calculs des auteurs basés sur l'enquête 2010 de la BCL et CEPS/Instead; Données sous-jacentes pondérées et à imputation multiple.

40 Voir Mathä, Porgiglia and Ziegelmeier (2012).

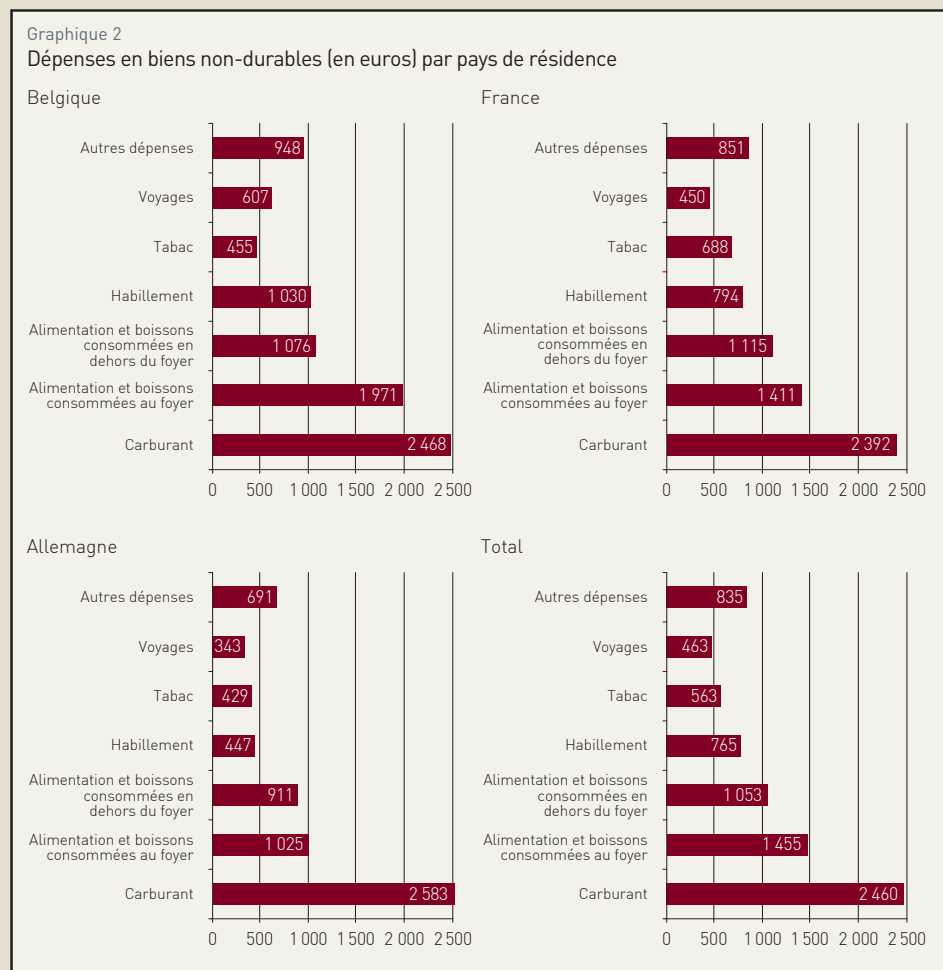
Tableau 3:

Consommation au Luxembourg en pourcentage du revenu

Revenu perçu au Luxembourg par an en €	Consommation moyenne	Revenu perçu au Luxembourg*	Consommation totale en % du revenu au Luxembourg	Revenu total (Luxembourg + pays de résidence)	Consommation totale en % du revenu total
€0 - 10 000	5 877	5 000	118%	18 631	32%
€10 001 - 25 000	7 869	17 500	45%	26 897	29%
€25 001 - 50 000	7 942	37 500	21%	46 051	17%
€50 001 - 75 000	8 784	62 500	14%	71 966	12%
€75 001 - 100 000	14 045	87 500	16%	97 013	14%
€100 001 - 250 000	16 116	175 000	9%	179 639	9%
€250 001 - 500 000	24 944	375 000	7%	382 212	7%
€500 001 - 1 000 000	42 258	750 000	6%	869 782	5%
Total	9 317	53 501	17%	62 405	15%

* mi-point de l'intervalle

Source: Calculs des auteurs basés sur l'enquête 2010 de la BCL et CEPS/Instead; Données sous-jacentes pondérées et à imputation multiple.



Source: Calculs des auteurs basés l'enquête 2010 de la BCL et CEPS/Instead; Données sous-jacentes pondérées et à imputation multiple.

RÉSUMÉ

Cet encadré présente les résultats de l'enquête 2010 sur le comportement financier et de consommation des ménages des travailleurs frontaliers. Ces ménages représentent non seulement une part importante de l'emploi au Luxembourg, mais également une part significative des dépenses de consommation au Luxembourg. En moyenne en 2010, ils y ont dépensé environ € 9 300 (soit 17% de leur revenu brut perçu au Luxembourg). Le montant total de leurs dépenses de consommation au Luxembourg est estimé à plus de € 900 millions.

RÉFÉRENCES

Genevois, A.-S. and M. Zanardelli (2008): "Les dépenses des salariés frontaliers au Luxembourg en 2007". STATEC Bulletin 2008-1.

Mathä, T. Y., A. Porpiglia, and M. Ziegelmeyer (2012): "Income, wealth and consumption of cross-border commuters to Luxembourg". BCL Working Paper 78.

Statec (2012): Note de conjoncture: Projections économiques à moyen terme. No. 1-12, Luxembourg: Statec.

1.2.9 La position extérieure globale

Par rapport au premier trimestre de 2012, les avoirs financiers extérieurs du Luxembourg ont progressé de 129,6 milliards d'euros pour atteindre 5 606 milliards d'euros à la fin du deuxième trimestre de 2012. Les engagements financiers vis-à-vis de l'étranger se sont accrus de 129 milliards, une hausse légèrement inférieure à celle des avoirs extérieurs, en s'établissant à 5 582 milliards d'euros à fin juin 2012. La position extérieure nette du Luxembourg, qui correspond à la différence entre les avoirs et les engagements financiers extérieurs, s'est accrue de 600 millions (à 24 milliards d'euros) par rapport à la fin du premier trimestre 2012 (données révisées, voir encadré ci-dessous).

Dans les différentes composantes de la position extérieure, le solde créditeur sur investissements directs s'est contracté de 16 milliards à 38 milliards d'euros à la fin du second trimestre 2012. L'excédent des « autres investissements » a progressé de 87 milliards à 355 milliards d'euros tandis que celui des produits dérivés est resté stable à 17 milliards. Le déficit d'investissements de portefeuille s'est quant à lui aggravé de 70 milliards en atteignant 387 milliards fin juin 2012.

Dans les encours d'investissements de portefeuille, la valeur des titres étrangers détenus par les résidents s'établit à 2 158 milliards d'euros fin juin 2012 contre 2 176 milliards fin mars 2012. Cette réduction de 17 milliards entre les deux périodes s'explique par un effet-flux négatif (rapatriement des capitaux à concurrence de 24 milliards) compensé partiellement par un effet positif de valorisation (plus de 6 milliards). Du côté des engagements, les titres luxembourgeois ont en revanche subi un effet-flux positif pour les titres de créance (achats nets de 48 milliards) et pour les titres de participation (achats nets de 10 milliards). Les effets de valorisation, se sont avérés négatifs dans l'ensemble pour les titres luxembourgeois (-6 milliards). La valeur de l'encours d'engagements de portefeuille s'établit ainsi à 2 545 milliards fin juin 2012, contre 2 493 milliards fin mars 2012. Dans l'ensemble, les effets-flux et les effets de valorisation ont accru la valeur des titres luxembourgeois (+52 milliards) détenus par les non-résidents tout en réduisant la valeur des titres étrangers (-17 milliards) détenus par les résidents, contribuant ainsi à la hausse (70 milliards) du déficit total sur les valeurs mobilières.

La position nette des « autres investissements » (crédits commerciaux, dépôts et crédits classiques, autres effets à payer ou à recevoir) s'est accrue de 87 milliards à 355 milliards fin juin 2012. Cet accroissement résulte d'un effet flux largement positif. L'encours de créances a progressé de 96 milliards (dont 72 milliards de nouveaux flux) à 1 215 milliards fin juin 2012. L'encours d'engagements ne progresse que de 8 milliards (suite à un effet flux largement négatif) atteignant 860 milliards fin juin 2012. A la fin du deuxième trimestre 2012, la position créditrice de toutes les institutions financières monétaires s'établit à 196 milliards, dont 125 milliards correspondent à la contribution de la BCL (solde TARGET).